



RAPPORT D'ENGAGEMENT EXERCICE 2019

58 avenue Marceau, 75008 Paris
T. +33 (0)1 45 05 55 55
www.montpensier.com

Table des matières

1. Préambule	3
1.1. Politique d'Engagement.....	3
1.2. Politique de Vote	4
2. Dialogues d'engagement conduits en direct.....	6
3. Actions collectives d'engagement	15

1. Préambule

Montpensier Finance met en œuvre des process et une organisation ayant comme objectif de respecter les Principes pour l'Investissement Responsable édictés par les Nations Unies.

Les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies déterminent un cadre international référent et reconnu pour les acteurs de la finance.

En signant ces principes, Montpensier Finance s'engage publiquement, en tant qu'investisseur, à les adopter et à les appliquer dans la mesure où cela est compatible avec ses responsabilités de gestionnaire. Montpensier Finance s'engage également à évaluer l'efficacité et à améliorer le contenu des Principes avec le temps. Nous sommes convaincus que cela nous rendra plus à même de répondre à nos engagements envers les bénéficiaires et de mieux faire concorder nos activités d'investissement avec l'intérêt général.

Dans ce cadre, Montpensier Finance a mis en place une Politique d'Engagement et une Politique de Vote, qui s'appliquent à la gestion active actions et obligations convertibles.

1.1. Politique d'Engagement

➤ Principes généraux

La politique de vote mise en place par Montpensier Finance est complétée par une Politique d'Engagement.

L'univers des sociétés sur lesquelles les gérants sont invités à concentrer leur démarche d'engagement est constitué des sociétés qui ont une notation ESG jugée insuffisante, ou susceptibles d'être exposées à des controverses ESG, afin de les encourager à améliorer leurs pratiques sur les questions environnementales, sociales, et de gouvernance d'entreprise, qui sont des facteurs de performances durables.

➤ Démarche d'Engagement

Les équipes de gestion sont invitées à soulever toute question ou sujet d'attention auprès des entreprises lors de leurs échanges, en particulier lorsque les questions ESG apparaissent insuffisamment prises en compte ou communiquées.

Les gérants, assistés par l'analyste ISR, mèneront un dialogue positif et constructif de moyen - long terme avec les sociétés en portefeuille.

Ce dialogue peut prendre plusieurs formes :

- ✓ Contacts avec la société ;
- ✓ Envoi des intentions de vote des gérants à la société, préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale.

Cet engagement a comme objectif :

- ✓ D'encourager les sociétés à mettre en œuvre une démarche ESG ;
- ✓ D'encourager les sociétés à communiquer sur leurs pratiques ESG.

➤ Mise en oeuvre

En complément des initiatives d'engagement que nous conduisons en direct, habituellement auprès de Petites et Moyennes Valeurs, nous participons aux actions collectives d'engagement en « pool », mises en œuvre par ISS dans le cadre de son programme ISS Ethix, pour les Grandes Valeurs.

La démarche de Montpensier Finance s'appuie sur :

- ✓ La recherche ESG de MSCI ESG Research, pour déterminer la notation ESG des valeurs ;
- ✓ L'analyse des équipes de gestion ;
- ✓ Les recommandations sur la gouvernance d'entreprise publiées par ISS Governance, dans le cadre de l'application de la Politique de Vote de Montpensier Finance ;
- ✓ Les actions collectives d'engagement mises en œuvre par ISS dans le cadre de son programme ISS Ethix.

La démarche mise en œuvre s'applique de différentes manières :

- ✓ Exercer nos droits de vote en prenant en compte les critères ESG ;
- ✓ Encourager et accompagner les sociétés dans une démarche ESG plus forte.

La politique d'engagement est disponible sur le site internet de Montpensier Finance :

- <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>

1.2. Politique de Vote

Montpensier Finance considère l'exercice du droit de vote comme faisant intégralement partie de sa gestion et comme devant être exercé dans le meilleur intérêt des porteurs.

La politique de droits de vote de Montpensier Finance vise à promouvoir la valorisation à long terme des investissements des OPC. Elle encourage la diffusion des meilleures pratiques de gouvernance et de déontologie professionnelle.

La politique de vote mise en place par Montpensier Finance est disponible sur le site internet :

- ✓ Rubrique « Politique de vote » de la page du site
<https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>

Elle est résumée ci-après.

➤ Principes généraux

Montpensier Finance considère l'exercice du droit de vote comme faisant intégralement partie de sa gestion et comme devant être exercé dans le meilleur intérêt des porteurs.

La politique de droits de vote de Montpensier Finance vise à promouvoir la valorisation à long terme des investissements des OPC. Elle encourage la diffusion des meilleures pratiques de gouvernance et de déontologie professionnelle.

Dans le cadre de la mise en œuvre des Principes de l'Investissement Responsable, il est recommandé aux gérants de voter au plus grand nombre d'Assemblées pour lesquelles ils estiment disposer des éléments d'information nécessaires afin de participer au vote, sous réserve d'impossibilités techniques les empêchant de participer au vote.

➤ L'organisation de l'exercice des droits de vote

Pour exercer les droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC, les gérants s'appuient sur les principes énoncés dans les recommandations publiées par ISS Governance.

Montpensier Finance a souscrit à un abonnement ISS Proxy Research Services, qui fournit une recherche et des recommandations de vote, fondées sur une analyse approfondie, indépendante et objective des résolutions proposées au vote des actionnaires. Les publications ISS Governance sont encadrées par la politique de prévention des risques de conflits d'intérêt mise en place par ISS Governance.

Le périmètre ISS couvre l'ensemble des sociétés figurant dans les portefeuilles des OPC gérés par Montpensier Finance.

➤ **Les principes de la politique de vote**

Conformément à la déontologie, les gérants exercent leurs fonctions en toute indépendance, notamment vis-à-vis des émetteurs, et dans l'intérêt exclusif des porteurs.

Les gérants sont tout particulièrement sensibles aux résolutions qui seraient susceptibles de porter atteinte aux intérêts des actionnaires.

➤ **Les conflits d'intérêts**

Les gérants voteront dans l'intérêt des porteurs.

Si les gérants décèlent un conflit d'intérêt potentiel, ils doivent préalablement à leur vote consulter le RCCI de façon à garantir la primauté des intérêts des porteurs de parts des OPC.

La politique de vote complète est disponible sur le site internet de Montpensier Finance :

- <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>

Le dernier rapport sur l'exercice des droits de vote est disponible sur notre site internet :

- https://www.montpensier.com/sites/default/files/public/documents/exercice-droits-de-vote_rapport.pdf

Avertissement

Les valeurs citées dans le présent document sont susceptibles de ne plus figurer dans les portefeuilles des OPCVM gérés par Montpensier Finance, et ne constituent en aucun cas une recommandation d'investissement ou de désinvestissement.

2. Dialogues d'engagement conduits en direct

2.1. CFE

✓ **Fonds concerné(s) :**

Quadrator

✓ **Présentation :**

CFE est un groupe industriel belge actif dans trois secteurs distincts. Le premier est le pôle Dragage, Environnement, Offshore et activités Infrastructures. Le deuxième, le pôle Contracting, comprend les activités de construction, de multitechnique et de rail en Belgique, au Luxembourg et en Pologne. Le troisième, le pôle Promotion immobilière, regroupe les projets immobiliers de CFE en Belgique, au Luxembourg et en Pologne. Le groupe CFE compte actuellement plus de 8 000 collaborateurs et est présent sur tous les continents.

✓ **Objet :**

Cette compagnie était notée BB par MSCI ESG en raison d'une trop faible transparence sur ses états extra-financiers, MSCI jugeant le risque de corruption élevé notamment.

✓ **Analyse :**

Nous nous sommes engagés en début d'année 2019 directement auprès du management (CEO et CFO), leur suggérant de publier davantage d'informations ESG dans leurs rapports. Ces derniers ont indiqué être conscients de cette nécessité.

✓ **Conclusion :**

Après nos discussions avec le management de CFE, ces derniers ont choisi de faire preuve de davantage de transparence dans leur rapport annuel de 2018, intégrant une partie extra-financière plus développée. A cet égard, ils ont notamment précisé leur politique "anti-corruption", ce qui avait été suggéré. Ainsi, MSCI a reconnu les efforts de CFE et a relevé la note de BB à BBB en juin 2019. Résultat satisfaisant.

✓ **Suivi 2020 :**

Néant.

2.2. Koenig & Bauer

✓ **Fonds concerné(s) :**

Quadrator.

✓ **Présentation :**

Koenig & Bauer AG est un fabricant de machines à imprimer dont le siège social se situe à Wurtzbourg en Allemagne. L'entreprise est le plus ancien constructeur de machines à imprimer du monde et leader du marché en impression « offset » grand format, en impression d'emballages et de journaux, ainsi qu'en impression sur métal. L'entreprise possède également une division spécialisée dans la production de machines destinées à l'impression de billets de banque.

✓ **Objet :**

Selon la méthodologie MSCI ESG Ratings, la note ESG de Koenig & Bauer dépend fortement de la sous-note obtenue sur le pilier Social (20%). En conséquence, la note de gestion du personnel étant faible selon MSCI, la note ESG de Koenig & Bauer est très pénalisée.

En outre, la note sociale étant encore plus surpondérée pour toutes les entreprises du secteur des machines industrielles, Koenig & Bauer subit la double peine d'une décote importante sur sa note ESG vis-à-vis de ses concurrents.

✓ **Analyse :**

En mai dernier, alors que nous jugions cette décote sévère, nous avons entamé un cas d'engagement avec Koenig & Bauer.

Lors de notre meeting avec le management de Koenig & Bauer, nous avons évoqué les faiblesses identifiées par MSCI sur le Pilier Social de l'entreprise. En effet, nous avons suggéré à l'entreprise d'adopter de meilleures pratiques concernant la gestion de son personnel, identifié comme le principal point faible de l'entreprise selon MSCI.

Nous avons rencontré une nouvelle fois le management pendant l'été. Celui-ci a indiqué la mise en place de nouvelles mesures en 2019. Une communication extra-financière dédiée sera effectuée début 2020.

✓ **Conclusion :**

Nous suivrons les améliorations évoquées lors des prochaines publications de Koenig & Bauer.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

2.3. Rocket Internet

✓ **Fonds concerné(s) :**

Best Business Models SRI.

✓ **Présentation :**

Rocket Internet est un « start-up studio » qui assure l'incubation, le développement opérationnel et l'investissement stratégique dans des entreprises Internet et technologiques à l'international. Elle fournit un soutien opérationnel à ces entreprises et les aide à se développer à l'échelle internationale. Les entreprises sélectionnées par Rocket Internet sont actives dans un grand nombre de pays à travers le monde.

✓ **Objet :**

En juin 2019, alors que nous mettions en place notre nouvelle méthode propriétaire d'analyse ISR, et tout particulièrement notre méthode « MGF - Montpensier Governance Flag », nous avons réinitié notre analyse sur la gouvernance de Rocket Internet.

Dans le cadre de la gestion du fonds Best Business Models SRI, lorsque nous analysons la gouvernance d'une entreprise, nous cherchons toujours à savoir s'il y a un alignement d'intérêts entre les dirigeants et les actionnaires minoritaires. Une composante importante de cet alignement concerne la politique de rémunération mise en place par l'entreprise, et notamment le niveau de transparence sur la rémunération de ses dirigeants.

Rocket Internet n'est pas transparent en ce qui concerne la rémunération de ses dirigeants.

En conséquence, nous avons entamé un cas d'engagement afin d'obtenir davantage d'information sur leur politique de rémunération.

✓ **Analyse :**

Nous avons contacté la société en juin 2019. N'ayant obtenu aucune réponse auprès des équipes IR de Rocket Internet, nous avons relancé la société en septembre.

Rocket Internet n'a pas souhaité nous communiquer plus d'informations sur la rémunération de ses dirigeants. Les équipes ont indiqué que le prochain rapport annuel inclurait une nouvelle section sur la rémunération de ses dirigeants, avec un peu plus d'informations.

✓ **Conclusion :**

Nous avons jugé la réponse de Rocket Internet insuffisante. Selon nous, ce manque de transparence sur la rémunération des dirigeants constitue un point bloquant dans notre analyse *Montpensier Governance Flag*.

En conséquence, nous avons alors soldé la totalité de notre position.

✓ **Suivi 2020 :**

Nous avons constaté début janvier un « downgrade » de MSCI sur la note ESG de Rocket Internet. Celle-ci obtient désormais la note CCC et n'est donc plus investissable pour notre fonds Best Business Models SRI. Cette anticipation nous conforte quant à la pertinence de notre méthode propriétaire d'analyse ISR pour le fonds Best Business Models SRI, celle-ci nous ayant permis d'identifier le risque ESG avant le downgrade de MSCI.

2.4. Interxion

✓ **Fonds concerné(s) :**

Best Business Models SRI

✓ **Présentation :**

Interxion est un fournisseur européen de services de data centers, son siège social est situé à Amsterdam. Les infrastructures d'Interxion permettent aux clients d'héberger leur réseau informatique, leurs infrastructures IT et de stockage et de se connecter à des fournisseurs de services et de cloud.

✓ **Objet :**

En juin 2019, alors que nous mettions en place notre nouvelle méthode propriétaire d'analyse ISR, et tout particulièrement notre méthode « MIA - Montpensier Impact Assessment », nous avons réinitié notre analyse sur les piliers E et S d'Interxion.

Alors que nous consultions le nouveau rapport de MSCI sur la notation ESG d'Interxion, nous avons constaté que celui-ci indiquait plusieurs faiblesses sur le pilier Social, notamment concernant les ressources humaines d'Interxion ainsi que sa cybersécurité.

Toujours selon MSCI, les pratiques d'Interxion concernant la gestion de ses ressources humaines semblent insuffisantes au regard des pratiques de ses concurrents, notamment vis-à-vis d'une main d'œuvre majoritairement très qualifiée. MSCI cite notamment l'absence d'un questionnaire de satisfaction à destination des employés, le manque de transparence concernant les programmes

d'entraînement et de formation, et enfin la place insuffisante accordée au service de « rétention des talents ». Pour terminer, MSCI juge que la gestion des données privées recueillies par Interxion est également insuffisante et que ce risque, défini comme très élevé, n'est pas suffisamment pris en compte par l'entreprise.

✓ **Analyse :**

Cette analyse ESG menée par MSCI est selon nous très sévère. Néanmoins, nous avons souhaité aborder ces sujets avec le management d'Interxion.

Si nous n'avons pas obtenu de réponses à ce jour sur ces sujets, nous avons depuis réduit notre participation dans Interxion pour d'autres raisons.

✓ **Conclusion :**

Nous continuons à suivre les évolutions sur la notation ESG de MSCI pour Interxion. Ayant réduit progressivement notre participation depuis l'initiation de notre cas d'engagement, nous n'avons pas à ce jour relancé Interxion. Ceci sera envisagé si nous choisissons de renforcer notre position.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

2.5. De'Longhi

✓ **Fonds concerné(s) :**

Best Business Models SRI

✓ **Présentation :**

Le groupe De'Longhi S.p.a. est une entreprise italienne qui produit des appareils électroménagers. Initialement spécialisé dans la production d'appareils calorifiques, le groupe a diversifié ses activités et est aujourd'hui un acteur incontournable dans la production de machines à café.

✓ **Objet :**

En septembre 2019, alors que nous mettions à jour notre analyse de la valeur, et tout particulièrement l'analyse ISR selon notre méthode propriétaire « MIA - Montpensier Impact Assessment », nous avons réinitié notre analyse sur les piliers E et S de De'Longhi.

Alors que nous consultions le nouveau rapport de MSCI sur la notation ESG de De'Longhi, nous avons constaté que celui-ci indiquait plusieurs faiblesses sur le pilier Social, notamment concernant la traçabilité de ses produits et la certification par des agences externes de la qualité de ses fournisseurs.

Ainsi, nous avons choisi de nous engager auprès de De'Longhi afin de les aider à améliorer la durabilité de leur approvisionnement.

✓ **Analyse :**

De'Longhi avait d'ores et déjà amélioré la qualité de son « sourcing », ce qui avait notamment été mis en avant dans son tout nouveau rapport de durabilité en 2018.

Nous avons échangé à plusieurs reprises avec les équipes de De'Longhi. Ces derniers ont dans un premier temps mis en avant la quantité très limitée de leurs besoins en matières premières (acier, plastique, ...). Pour ces matières premières, De'Longhi emploie les mêmes fournisseurs que la plupart de ses concurrents, ces fournisseurs étant d'importantes multinationales. Ainsi, ces partenaires ont tous

des Codes Ethiques en relation avec les droits de l'Homme et les conditions de travaux et qui respectent les standards internationaux.

Concernant les fournisseurs de composants et produits semi-finis, la politique de De'Longhi prévoit des « audits éthiques » pour tous les fournisseurs des « zones critiques » (c'est-à-dire en Chine). Ces audits ne sont pas annuels, mais « réguliers ».

Nos discussions avec De'Longhi se poursuivent, notamment sur l'aspect « certification » des fournisseurs.

✓ **Conclusion :**

Nous avons jugé satisfaisantes les réponses apportées par De'Longhi et nous avons également apprécié leur réactivité.

Des efforts ont été constatés et nous espérons que De'Longhi sera récompensé par MSCI à la suite de ses prochaines publications.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

2.6. Sanofi

✓ **Fonds concerné(s) :**

Best Business Models SRI

✓ **Présentation :**

Sanofi est un leader mondial de la santé engagé dans la recherche, le développement et la commercialisation de solutions thérapeutiques centrées sur les besoins des patients. Sanofi est organisé en quatre entités globales : Médecine générale et Marchés émergents, Sanofi Genzyme, Sanofi Pasteur et Santé grand public.

✓ **Objet :**

En septembre 2019, alors que nous mettions à jour notre analyse de la valeur, et tout particulièrement l'analyse ISR selon notre méthode propriétaire « MIA - Montpensier Impact Assessment », nous avons réinitié notre analyse sur les piliers E et S (critères ESG) de Sanofi.

Alors que nous consultions le nouveau rapport de MSCI sur les controverses ESG de Sanofi, nous avons constaté que celui-ci indiquait plusieurs cas sur le pilier Social, notamment concernant la sureté et la qualité de ses produits.

Les traitements concernés par ces controverses sont les suivants :

- La Depakine en France
- Le Dengvaxia aux Philippines

Nous avons alors initié un nouveau cas d'engagement avec Sanofi.

✓ **Analyse :**

Nous avons consulté le formulaire 20-F, section D.22, adressé par Sanofi à la SEC pour obtenir de plus amples informations. Néanmoins, nous avons initié un cas d'engagement afin d'en savoir davantage sur les éventuels coûts et provisions liés à ces affaires ainsi que sur les prochaines échéances juridiques.

Les réponses obtenues ont été les suivantes :

- Pour la Depakine : Sanofi ne considère pas qu'une réserve soit justifiée compte tenu des faits, de la diversité des intervenants de santé impliqués et de l'évaluation des responsabilités de chacun.
- Pour le Dengvaxia : à ce jour, il n'y a pas de lien de causalité entre le vaccin et les cas présumés de décès.

✓ **Conclusion :**

Nous avons complété notre analyse avec les réponses apportées par Sanofi. Nous continuons à suivre l'évolution de ces deux controverses pour lesquelles Sanofi reste malgré tout impliqué.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

2.7. Corestate

✓ **Fonds concerné(s) :**

M Convertibles

✓ **Présentation :**

Corestate offre une gamme complète de services de gestion d'investissements immobiliers. La société est également active dans le repositionnement, la restructuration et le développement de projets immobilier commercial et résidentiel.

✓ **Objet :**

L'analyse MSCI ESG a été initiée en Octobre 2018. La société est notée « B », une note plutôt faible en raison de plusieurs faiblesses sur les piliers Environnement et Gouvernance notamment.

Nous avons profité d'un meeting dans nos bureaux avec le fondateur de Corestate pour aborder les points retenus par MSCI sur les faiblesses ESG de la société.

✓ **Analyse :**

Concernant la gouvernance, MSCI a sanctionné l'existence de transactions avec les parties prenantes, source de potentiels conflits d'intérêts. En effet, il y a des transactions récurrentes et plutôt significatives entre Corestate et Ralph Winter, le fondateur et plus large actionnaire de Corestate. En outre, Corestate ne dispose pas d'un comité sur la rémunération et la société ne fournit quasiment aucun détail sur les salaires des dirigeants.

Concernant l'environnement, selon MSCI, Corestate est en retard vis-à-vis de ses compétiteurs sur le « Green Building » car la société a « seulement » mis en place des accords commerciaux avec ses locataires afin de « promouvoir des solutions respectueuses de l'environnement ».

Néanmoins, nos discussions avec Corestate ont montré qu'une prise de conscience plus importante sur l'ESG était en cours. A ce sujet, la société a publié son premier rapport annuel de durabilité et MSCI n'a pas encore fait sa révision, que nous espérons à la hausse. Ce rapport aborde plutôt bien les problèmes environnementaux, avec des objectifs précis sur les différents sujets (sections « we combat climate change » et « energy-efficient buildings »). Nous pensons donc que MSCI pourrait revoir sa note à la hausse.

✓ **Conclusion :**

Nous suivons l'évolution de la notation ESG de Corestate réalisée par MSCI.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

2.8. Solaria

✓ **Fonds concerné(s) :**

M Climate Solutions.

✓ **Présentation :**

Solaria Energia y Medio Ambiente SA (Solaria) est une entreprise basée en Espagne qui opère, avec ses filiales, dans le secteur des énergies renouvelables. Les activités de la société comprennent la conception et l'installation de centrales solaires, thermiques, photovoltaïques et éoliennes.

✓ **Objet :**

Début novembre, nous avons rencontré D. José Arturo Diaz-Tejeiro Larranaga, CEO de Solaria, et David Guengant, Head of Investor Relations.

Solaria a historiquement opéré sur toute la chaîne de valeur du solaire, de la production à la gestion des parcs. Ces dernières années, le « business model » de Solaria a évolué : la société est passée de groupe industriel à producteur spécialisé d'électricité, se concentrant exclusivement sur l'énergie solaire.

Lors de notre meeting, nous avons notamment évoqué la gouvernance du groupe. Solaria est une société familiale, détenue à 75% par la famille du CEO. Selon MSCI, la gouvernance de Solaria constitue une faiblesse ESG pour l'entreprise. En effet, MSCI relève notamment un manque d'indépendance du Board (50%) et un manque de diversité (17% de femme). Enfin, MSCI pénalise Solaria pour son manque de transparence vis-à-vis de sa politique de rémunération.

✓ **Analyse :**

Nous avons abordé tous ces points avec D. José Arturo Diaz-Tejeiro Larranaga (CEO), celui-ci nous a indiqué certaines améliorations : la nomination d'un nouvel administrateur indépendant et la nomination d'une femme.

Concernant la politique de rémunération, nous avons également appris que, au regard de sa participation au capital de Solaria, D. José Arturo Diaz-Tejeiro Larranaga ne se rémunérait pas et c'est la raison pour laquelle sa rémunération n'était pas précisée...

Nous avons pris bonne note de ces éléments, particulièrement sur la rémunération, et revu notre analyse sur la gouvernance de Solaria à la hausse.

En outre, Solaria s'est engagé à améliorer sa communication extra-financière dans ses prochains rapports, ce qui devrait les aider à obtenir une meilleure appréciation de la part de MSCI ESG.

✓ **Conclusion :**

Satisfaisant. Nous suivons les évolutions dans les prochains rapports extra-financiers.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

2.9. Aercap

✓ **Fonds concerné(s) :**

Best Business Models SRI.

✓ **Présentation :**

AerCap Holdings N.V est engagée dans la location, le financement, la vente et la gestion d'avions commerciaux et de moteurs. L'entreprise possède environ 1 334 avions. Ses avions détenus et gérés ont été loués à environ 200 clients dans environ 80 pays. La société fournit des services de gestion d'actifs d'aéronefs et des services généraux à des entités de titrisation, à des coentreprises et à d'autres tiers.

✓ **Objet :**

En septembre 2019, alors que nous mettions à jour notre analyse ISR de la valeur, et tout particulièrement selon notre méthode propriétaire « MIA - Montpensier Impact Assessment », nous avons réinitié notre analyse sur les piliers E, S et G (critères ESG) d'Aercap.

Alors que nous consultions le dernier rapport de MSCI sur la notation ESG d'Aercap, nous avons constaté que celui-ci indiquait plusieurs incohérences sur le pilier Social et certaines faiblesses sur les piliers Environnement et Gouvernance.

Lors d'un meeting téléphonique avec les équipes Relations Investisseurs d'Aercap, nous avons entamé un cas d'engagement afin d'améliorer les pratiques ESG de la société et également obtenir la réévaluation du pilier Social de l'entreprise par MSCI.

✓ **Analyse :**

Le premier point concerne le pilier Social de la note ESG d'Aercap. En effet, Aercap est un spécialiste du leasing d'avions. Néanmoins, MSCI a retenu l'indicateur « Santé et Sécurité » pour évaluer le pilier « S » d'Aercap, alors que la société ne dispose d'aucun employé « sur le terrain » (par exemple dans des entrepôts, ou pour des travaux manuels), exerçant des activités exclusivement à caractère financier. En conséquence, la société n'a pas mis en place les mesures qui seraient attendus pour des activités industrielles et elle obtient donc une mauvaise note de MSCI.

Nous avons joué notre rôle d'intermédiaire et contacté MSCI pour leur signaler cette incohérence. La classification sectorielle qui est utilisée actuellement par MSCI ne permet pas de modifier le niveau de risque « Santé et Sécurité » retenu pour Aercap. La société pourrait être reclassifiée dans les prochains mois. Nous avons toutefois suggéré à Aercap d'aborder dans son reporting extra-financier les sujets concernant la sécurité et la santé de ses employés.

Concernant la performance environnementale du groupe, les émissions pour les scopes 1 et 2 d'Aercap sont très limitées, ce qui est normal pour un intermédiaire financier. Néanmoins, concernant les émissions du Scope 3 et l'essor du trafic aérien à l'international, la responsabilité d'Aercap est engagée. Néanmoins, les services d'Aercap permettent aux compagnies aériennes d'opérer avec des avions disposant des dernières technologies, et donc les empreintes environnementales les plus faibles. Nous avons évoqué tous ces points avec Aercap, ceux-ci y consacrent déjà plusieurs sections dans leurs présentations. Nous avons suggéré au groupe de publier les émissions évitées.

Concernant la gouvernance, nous avons également souhaité obtenir davantage d'informations sur la politique de rémunération du groupe. La politique LTIP inclut notamment les BPA, ce qui incite le

management à racheter des actions. Nous avons suggéré au groupe l'utilisation d'indicateurs davantage liés à ses activités « cœur » (par exemple, la différence entre « Net Spread » et « Depreciation »). Aercap a indiqué ne pas souhaiter modifier sa politique de rémunération.

✓ **Conclusion :**

Echanges satisfaisants. Nous continuerons nos discussions en 2020.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

2.10. Teamviewer

✓ **Fonds concerné(s) :**

Best Business Models SRI

✓ **Présentation :**

Créée en 2005, la société TeamViewer est un spécialiste sur les logiciels informatiques et sur le Cloud. Son logiciel propose une assistance et une collaboration à distance en ligne à l'échelle mondiale. Dans le cadre de leur développement, les clients de TeamViewer ont besoin de se doter d'outils permettant d'accéder à distance et de collaborer en ligne.

✓ **Objet :**

En fin d'année, nous nous intéressons au cas Teamviewer pour Best Business Models SRI. Lors de nos analyses ISR préliminaires, nous avons souhaité obtenir davantage d'information concernant la politique de rémunération de l'entreprise. Après avoir discuté avec les équipes Investor Relations téléphone, nous avons initié un nouveau cas d'engagement.

✓ **Analyse :**

Lors de notre analyse propriétaire « MIA - Montpensier Governance Flag », nous attachons une importance toute particulière à la rémunération des dirigeants, notamment sur la politique LTIP. Nous avons trouvé des informations à ce sujet dans le prospectus d'IPO du groupe, mais nous avons souhaité en savoir davantage et avons constaté la société. En effet, nous souhaitons notamment connaître les indicateurs de performance retenus pour la rémunération variable des dirigeants de TeamViewer.

Nous avons obtenu une réponse par téléphone, la société ne souhaite pas à ce jour divulguer davantage d'informations. Une section spéciale du rapport annuel ESG sera dédié à la rémunération. Nous la consulterons lors de sa publication.

✓ **Conclusion :**

Nous avons attribué le statut « Watchlist » à TeamViewer. Ainsi, nous suivons de près les évolutions concernant les pratiques de gouvernance de l'entreprise. Nous consulterons avec attention les prochaines publications de TeamViewer afin de développer davantage notre analyse sur la politique de rémunération de la société.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

3. Actions collectives d'engagement

En 2019, par l'intermédiaire de notre partenaire ISS Ethix, nous avons participé à 6 actions significatives d'engagement collectif.

ISS propose une classification par Objectifs de Développement Durable pour chaque cas d'engagement collectif. Ainsi, nos engagements collectifs en 2019 ont concerné à parts égales les objectifs suivants :



Ces cas d'engagement collectif sont les suivants :

3.1. Sanofi

✓ **Fonds concerné(s) :**

Best Business Models SRI,
BBM V-Flex
Villiers Diapason
AMG

✓ **Présentation :**

Sanofi est un leader mondial de la santé engagé dans la recherche, le développement et la commercialisation de solutions thérapeutiques centrées sur les besoins des patients. Sanofi est organisé en quatre entités globales : Médecine générale et Marchés émergents, Sanofi Genzyme, Sanofi Pasteur et Santé grand public.

✓ **Objet :**

ISS ESG a mené une action d'engagement collectif en notre nom auprès de Sanofi au premier semestre 2019. Elle concernait notamment les pratiques d'anti-corruption et de conformité du groupe.

Objectif de Développement Durable 16 : Paix, justice et institutions efficaces.

✓ **Analyse :**

Sanofi a confirmé la mise en œuvre d'un programme mondial de lutte contre la corruption et sa conformité, notamment au Kazakhstan et dans les pays du Moyen-Orient, vis-à-vis du règlement établi par le ministère de la Justice des États-Unis. Les progrès réalisés grâce à ce programme sont mentionnés dans les documents annuels de l'entreprise. ISS ESG a signalé apprécier l'ouverture au dialogue de Sanofi et attend désormais la publication des documents sur les résultats de Sanofi en matière d'assainissement.

✓ **Conclusion :**

Résultats satisfaisants.

✓ **Suivi 2020 :**

ISS ESG continue à suivre les avancements de Sanofi dans ces domaines.

3.2. Daimler

✓ **Fonds concerné(s) :**

BBM V-Flex
Villiers Diapason

✓ **Présentation :**

Daimler est un constructeur automobile et poids lourds allemand ainsi qu'un fournisseur de services financiers. Spécialiste du haut de gamme et connu pour sa filière Mercedes, le groupe a mis en place une stratégie ambitieuse afin de répondre aux nouvelles normes environnementales et à la hausse de la demande des véhicules électriques.

✓ **Objet :**

Entreprise impliquée dans des allégations de non-respect des normes internationales dans le domaine suivant : Environnement.

Objectif de Développement Durable 12 : Consommation et production responsables

✓ **Analyse :**

Dans sa réponse, Daimler a déclaré que l'entreprise ne pouvait pas commenter les enquêtes en cours aux États-Unis et en Europe, sur la certification des émissions et l'affaire de collusion respectivement.

Toutefois, Daimler a fait le point sur les mesures visant à atténuer les risques liés à l'impact des véhicules diesel sur la santé publique, tant à l'échelle internationale qu'en particulier en Allemagne.

ISS ESG apprécie l'ouverture de Daimler au dialogue, les détails fournis, et se réjouit de la poursuite de l'engagement à l'avenir.

L'engagement a été suspendu dans l'attente de l'évolution des enquêtes en cours aux États-Unis sur la certification des émissions ou l'affaire de collusion dans l'Union européenne.

✓ **Conclusion :**

Résultats satisfaisants.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

3.3. Renault

✓ **Fonds concerné(s) :**

BBM V-Flex
Villiers Diapason

✓ **Présentation :**

Le groupe Renault est un constructeur automobile français. Il est lié aux constructeurs japonais Nissan depuis 1999 et Mitsubishi depuis 2017, à travers l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi le groupe est devenu le premier groupe automobile mondial. Depuis, des problèmes internes ont lourdement pesés sur l'image de marque et ont mis en avant des failles dans la politique de gouvernance du groupe.

✓ **Objet :**

Entreprise impliquée dans des allégations de non-respect des normes internationales dans les domaines suivants : Environnement et Droits du Travail.

Objectif de Développement Durable 8 : Travail décent et croissance durable

✓ **Analyse :**

Des réponses ont été reçues de Olivier Mahe, gestionnaire de projet sur la performance environnementale, et de Christine Naoumoff, gestionnaire de projet stratégique RSE, sur les thèmes de la prévention de la pollution atmosphérique en France et du non-respect des droits syndicaux en Turquie.

En ce qui concerne les mesures prises pour répondre aux allégations d'émissions atmosphériques excessives de ses véhicules diesel, en particulier à la lumière d'un rapport de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la prévention de la fraude (DGCCRF) de mai 2019 en France, la société a déclaré qu'elle n'avait toujours pas accès aux documents et qu'elle ne pouvait pas commenter.

Toutefois, Renault a réaffirmé que ses véhicules ne sont pas équipés de dispositifs de trucage illégaux, ce qui a été confirmé par des tiers indépendants.

Afin d'atténuer les risques liés à l'impact sur la santé publique de l'utilisation des véhicules diesel, Renault a prévu de lancer 20 véhicules électriques et hybrides.

Enfin, Renault suit l'évolution scientifique, les politiques publiques et les attentes des parties prenantes en matière de santé.

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'engagement de Renault à respecter les droits syndicaux des travailleurs dans ses opérations en Turquie, l'entreprise a déclaré qu'elle avait organisé des élections professionnelles en avril 2017, qu'elle organisait des réunions régulières avec des représentants de Turk Metal et IndustriALL. Global Union a accepté la demande de réaffiliation de Turk Metal en 2019.

ISS ESG se félicite de l'ouverture de Renault au dialogue et continuera de suivre l'évolution de l'enquête sur les émissions. En ce qui concerne la question des droits syndicaux en Turquie, ISS ESG fera un suivi auprès de Renault afin de demander des précisions sur l'ensemble des mesures correctives prises pour garantir que les droits syndicaux des travailleurs sont respectés par sa filiale turque.

✓ **Conclusion :**

Plutôt satisfaisant.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

3.4. Goldmans Sachs Group

✓ **Fonds concerné(s) :**

Mondial Valor

✓ **Présentation :**

Goldman Sachs est une banque d'investissement créée en 1869 dont le siège social mondial est situé à New York. Goldman Sachs dispose de bureaux dans les plus importantes places financières dont New York, Londres, Tokyo et Paris. Goldman Sachs propose des activités de conseil en fusion-acquisition, de financement d'entreprise et des investissements de capitaux.

✓ **Objet :**

Entreprise impliquée dans des allégations de non-respect des normes internationales dans le domaine suivant : Corruption.

Objectif de Développement Durable 16 : Paix, justice et institutions efficaces

✓ **Analyse :**

« Goldman Sachs Group, Inc. » a décidé de ne pas répondre à l'enquête des investisseurs parce que la controverse du « 1 Malaysian Développement Berhad » (1MDB) reste un litige en cours.

Bien qu'ISS ESG reconnaisse le litige en cours, l'absence de réponse sur les questions connexes soulevées sur les politiques et les processus de conformité mondiale du groupe a été significative.

Un suivi et un rappel subséquent ont été envoyés à la société pour lesquels ISS ESG a demandé des réponses sur des questions liées aux politiques de conformité mondiale du groupe à la suite de la controverse.

Aucune réponse n'a encore été reçue et ISS ESG continuera de suivre l'évolution du litige.

✓ **Conclusion :**

Insuffisant.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

3.5. Volkswagen

✓ **Fonds concerné(s) :**

BBM V-Flex
Villiers Diapason

✓ **Présentation :**

Volkswagen AG est un groupe automobile allemand basé à Wolfsburg. Il regroupe 12 marques et une branche financière VW Financial Services. Le groupe a consenti des investissements records afin de répondre à la demande croissante de véhicules propres.

✓ **Objet :**

Entreprise impliquée dans des allégations de non-respect des normes internationales dans le domaine suivant : Environnement.

Objectif de Développement Durable 12 : Consommation et production responsables

✓ **Analyse :**

Volkswagen a répondu à la lettre d'enquête des investisseurs concernant l'implication de la société dans le scandale du Dieseldate aux États-Unis et en Union européenne.

La société a déclaré que le rappel des véhicules touchés aux États-Unis a atteint le seuil convenu avec les autorités et qu'elle a mis en œuvre un grand nombre de mesures recommandées par les enquêteurs aux États-Unis et en Allemagne.

Volkswagen ne fait pas de distinction entre les consommateurs en fonction de leur location, le groupe suit les différents systèmes juridiques nationaux et les exigences techniques en local.

ISS ESG apprécie l'ouverture de l'entreprise au dialogue, les détails fournis, et se réjouit de poursuivre son engagement au fur et à mesure que la situation évolue.

✓ **Conclusion :**

Satisfaisant.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.

3.6. Vestas Wind Systems

✓ **Fonds concerné(s) :**

M Climate Solutions

✓ **Présentation :**

Vestas est un partenaire mondial de l'industrie de l'énergie, spécialisé dans les énergies renouvelables, et tout particulièrement le vent. Vestas conçoit, fabrique et installe des éoliennes à travers le monde. Grâce à ses services, Vestas assure également un suivi pour plus de 108 GW d'éoliennes dans 80 pays, la plus large capacité installée au monde.

✓ **Objets :**

Allégation de non-respect des droits des autochtones face au projet éolien du lac Turkana au Kenya.

Objectif de Développement Durable 8 : Travail décent et croissance durable

✓ **Analyse :**

Vestas Wind Systems a démontré son ouverture à l'engagement et a fourni aux investisseurs des informations actualisées sur l'état de la controverse à laquelle elle fait face à cause de ses opérations au Kenya. L'engagement a été suspendu dans l'attente de la publication de documents sur la consultation menée pour obtenir le consentement des peuples autochtones impactés par ces opérations au Kenya, la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'indemnisation et, enfin, un examen et une vérification de leur tangibilité par un tiers crédible.

✓ **Conclusion :**

Satisfaisant.

✓ **Suivi 2020 :**

Oui.